

11. Les Chefs de gouvernement ont reconnu l'importance des transactions de l'Afrique du Sud avec la communauté financière internationale et ont par conséquent, à l'exception de la Grande-Bretagne, endossé l'établissement d'une agence indépendante qui examinerait les liens financiers internationaux de l'Afrique du Sud, qui ferait régulièrement rapport sur la question, et qui rassemblerait et publierait l'information factuelle sur les mouvements financiers vers l'Afrique du Sud et les politiques à l'égard de ce pays. Ils ont accueilli favorablement l'offre du gouvernement de l'Australie de fournir d'importants fonds de démarrage.

12. Les Chefs de gouvernement ont noté que plus longtemps l'apartheid sera maintenu en Afrique du Sud, plus grand sera le défi de reconstruction de l'économie nationale par un futur gouvernement. Ils ont noté en particulier que la reprise des prêts internationaux à l'Afrique du Sud ne serait pas automatique et qu'un effort international pour faciliter la mobilisation des ressources serait probablement nécessaire. Ils ont convenu de demander aux institutions financières internationales concernées, et plus particulièrement au FMI, d'examiner dès maintenant comment les ressources pourraient être mobilisées lorsqu'il y aura des preuves d'un changement non équivoque et irréversible.

13. Les Chefs de gouvernement se sont réjouis des cas plus nombreux de dialogue inter-racial en Afrique du Sud. Ils ont été encouragés par les propositions de négociations, dont un grand nombre reflétant les préoccupations du Commonwealth, qui ont été avancées par les leaders de la majorité noire. À cet égard, ils ont convenu de continuer, individuellement et collectivement, à tirer avantage de toutes les possibilités de promouvoir le dialogue entre les Sud-Africains.

14. Ils ont convenu que le Commonwealth devrait continuer de fournir un soutien aux victimes et aux adversaires de l'apartheid en Afrique du Sud. Au nombre des mesures importantes à ce chapitre figurent les programmes éducationnels, y compris notamment les bourses de recherche instituées à la réunion de Nassau, l'aide juridique et humanitaire fournie aux détenus et à leurs familles, le soutien accordé au mouvement syndical, et les programmes de développement socio-économique, y compris les projets d'habitation à coût modique.

15. Ils ont en outre estimé que le nouveau réseau d'organisations non gouvernementales du Commonwealth, "Skills for South Africa", pouvait contribuer de façon importante à assurer une formation de haut niveau et à donner une expérience de travail aux victimes de l'apartheid et aider de la sorte à la fois au processus du changement en Afrique du Sud et au